

# Brèves Matinales

Ce document est un condensé de la presse nationale et internationale, il ne reflète en aucun cas le point de vue du Centre Carter. La sélection d'articles présentée n'a pas vocation à être exhaustive.

## Brèves Matinales de ce lundi 24 octobre 2022

### SOMMAIRE

- RDC : au moins 23 000 civils déplacés depuis la reprise des combats entre FARDC et M23 (et alliés)
- RDC : le gouvernement prend acte de trois rapports du ministère de la justice dont celui de construction des nouvelles prisons
- Attaque ADF à Maboya : Denis Mukwege condamne ces crimes et appelle-les Congolais à prendre leur destin en main
- RDC : 10 organisations membres de l'Alliance Stratégique pour l'accès à la justice dénoncent la procédure de SOFEPADI dans la démarche d'adoption et promulgation de la loi spécifique VBG
- RDC : Nathalie kambala plaide pour les femmes mariées ayant subi des violences sexuelles durant la rébellion de Kamuina Nsapu
- RDC : La 8<sup>e</sup> édition du Forum Makutano annoncée à Kinshasa et Mbuji-Mayi ce lundi 24 octobre
- Crise sécuritaire dans l'Est de la RDC : la Belgique doit soutenir la RDC, recommande André Flahaut
- Agression dans l'Est : Des sénateurs américains exigent une mise à jour sur l'application des sanctions américaines contre le M23
- Plusieurs indiens sont impliqués dans la criminalité financière en RDC (INTERPOL)
- Processus électoral : La CENI lance la campagne de sensibilisation à l'identification et l'enrôlement des électeurs
- Kasai : La société civile appelle le Conseil provincial de sécurité à définir urgemment des stratégies pour éradiquer l'insécurité
- Rutshuru : des villages de Jomba se vident de leurs populations à la suite des combats entre FARDC et M23

## **1. DROITS HUMAINS**

### **RDC: au moins 23 000 civils déplacés depuis la reprise des combats entre FARDC et M23 (et alliés)**

**Au moins 23 000 personnes auraient été déplacées par les violences armées qui ont éclaté le 20 octobre entre l'armée congolaise et le mouvement armé M23 dans le territoire de Rutshuru, rapporte le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA). D'après la même source, ce chiffre inclut environ 2 500 personnes qui ont traversé en Ouganda.** « OCHA et les partenaires humanitaires suivent avec attention la situation des civils. Cette reprise des hostilités menace l'accès humanitaire dans certaines zones, notamment à Ntamugenga et Kalengera », ajoute OCHA qui souligne qu'un nouveau site pour les personnes déplacées est en construction. Selon les chiffres de l'ONU, depuis mars 2022, ces affrontements ont déplacé au moins 186 000 personnes, portant le nombre total de personnes déplacées dans le territoire de Rutshuru à plus de 396 000.

### **RDC : le gouvernement prend acte de trois rapports du ministère de la justice dont celui de construction des nouvelles prisons**

**Le gouvernement de la République a lors de la 74<sup>e</sup> réunion du conseil des ministres pris acte de trois rapports de la Ministre d'Etat, Ministre de la Justice et Garde des Sceaux.** Il s'agit du rapport relatif au Projet de Construction des nouvelles prisons ; au Contentieux République Démocratique du Congo contre FC Hémisphère ; et aux négociations entre la République Démocratique du Congo et la Société Transvale Mining SA. S'agissant du premier Rapport, la Ministre d'Etat, Ministre de la Justice et Garde des Sceaux Rose Mutombo a rappelé que c'est dans le souci faire face à la situation précaire des établissements pénitentiaires confrontés à la surpopulation carcérale, aux évasions répétées et autres que le Président de la République a chargé son Ministère de faire un état des lieux au terme duquel des propositions appropriées devraient être faites pour humaniser et sécuriser davantage les établissements pénitentiaires.

### **Attaque ADF à Maboya : Denis Mukwege condamne ces crimes et appelle les congolais à prendre leur destin en main**

**Les dernières attaques sanglantes des terroristes ADF ayant ciblées une structure sanitaire et des civils dont une religieuse, dans la nuit du 19 au 20 octobre 2022 à Maboya, village situé dans la Province du Nord Kivu, à l'Est de la République Démocratique du Congo n'ont pas laissé indifférent le Docteur Denis Mukwege. Dans un message parvenu, dimanche, à POLITICO.CD, le Prix Nobel de la Paix affirme avoir appris cette triste nouvelle avec un effroi total et déplore ces énièmes crimes contre l'humanité. « Nous condamnons fermement cette attaque attribuée à des éléments issus du groupe terroriste ADF dont le bilan humain provisoire est de sept personnes tuées, y compris la Sœur Docteur Marie-Sylvie Kavuke Vakatsuraki, qui a perdu la vie avec ses malades alors qu'elle était de garde au sein du Centre Sanitaire de Référence de Maboya géré par le Bureau Diocésain des Œuvres Médicales du Diocèse de Butembo-Beni », a-t-il déclaré.**

## **2. DROITS DES FEMMES**

### **RDC: 10 organisations membres de l'Alliance Stratégique pour l'accès à la justice dénoncent la procédure de SOFEPADI dans la démarche d'adoption et promulgation de la loi spécifique VBG**

**Dix organisations membres de l'Alliance Stratégique de plaidoyer pour l'accès à la justice saisissent la conseillère spéciale du chef de l'État en matière de la jeunesse, genre et le deuxième vice-président au sujet du nom respect par l'ONG SOFEPADI dans la démarche d'adoption et promulgation de la loi spécifique VBG. Ces dix organisations notamment COFAS, AFEM, RFDP, TPO RDC, SOS IJM, SPR, Médecins du Monde, Caucus des femmes congolaises pour la paix et SPC l'ont exprimé dans une adresse à la presse tenue le 22 octobre 2022. Dans deux correspondances, ces organisations membres de l'Alliance Stratégique de plaidoyer pour l'accès à la justice, fustigent le fait d'avoir planifié ensemble l'avant-projet de la loi cadre portant prévention et répression des violences basées sur le genre qui a été exclu unilatéralement par SOFEPADI. Ce qui explique leur motivation, celle de saisir le deuxième vice-président de l'assemblée nationale pour barrer la route à cette initiative détournée. " Nous vous prions d'user de votre prérogative en demandant aux députés concernés de surseoir cette démarche et de solliciter à SOFEPADI de revenir aux étapes définies de façon consensuelle et d'éviter de s'approprier un travail dont la grande paternité à ce niveau appartient à plusieurs acteurs étatiques et non étatiques avec mention spéciale pour l'alliance stratégique de plaidoyer du Sud-Kivu pour l'accès à la justice" disent ces organisations au deuxième vice-président de l'assemblée nationale.**

## **RDC: Nathalie kambala plaide pour les femmes mariées ayant subi des violences sexuelles durant la rébellion de Kamuina Nsapu**

**Quel est l'apport de votre structure dans le renforcement des capacités des chefs traditionnels à propos de la lutte contre les VBG ?**

**Nathalie kambala** : en tant qu'actrice de développement et de changement, nous militons pour les femmes qui ont été victimes des violences sexuelles. Nous avons dit aux chefs coutumiers que nous ne venons pas pour changer la culture, une femme victime des violences sexuelles elle n'a pas commis l'adultère, encore moins une infraction, par contre elle a besoin d'accompagnement, elle ne doit pas être stigmatisée, elle doit être protégée, aimée d'avantage parce qu'elle a été victime. Nous avons compris que ces femmes ont été stigmatisées et victimisées d'avantages parce que la coutume pèse sur nous. Ainsi, nous avons commencé un plaidoyer pour la réunification de ces familles séparées pendant la guerre de Kamuina Nsapu pour voir dans quelle mesure est-ce que les chefs traditionnels peuvent comprendre que l'acte de violence sexuelle n'a rien avoir avoir un adultère. La femme ne peut pas être puni, par contre, en tant que défenseur des droits des femmes nous devons protégé ces femmes et ces enfants.

## **RDC : La 8<sup>e</sup> édition du Forum Makutano annoncée à Kinshasa et Mbuji-Mayi ce lundi 24 octobre**

La huitième édition du réseau d'affaires panafricain Makutano va s'ouvrir, ce lundi 24 octobre 2022, à Kinshasa, capitale de la République démocratique du Congo. C'est la fondatrice de ce réseau qui regroupe des hommes d'affaires et plusieurs autres personnalités, Nicole Sulu, qui a fait cette annonce, ce vendredi, dans la capitale congolaise, au cours d'un échange avec la presse. Durant deux jours, soit du 24 au 25 octobre, plusieurs chefs d'entreprises, opérateurs économiques et décideurs publics vont échanger à Kinshasa et à Mbuji-Mayi (Kasaï Oriental) sur le thème : «Infiniment territoire, 145 raisons de parier sur la RDC », a-t-elle fait savoir. Pour Nicole Sulu, la 8<sup>e</sup> édition du forum Makutano se veut un cadre de dialogue franc entre les acteurs extracontinentaux mais aussi avec les décideur publics. «Le Makutano 8 veut être un dialogue tripartite (Investisseurs nationaux et internationaux – entrepreneurs locaux – État central/autorités locales) en vue d'une réponse appropriée aux défis actuels. Avec ce projet, le MAK 8 s'inscrit dans une logique de patriotisme économique face à l'urgence », a déclaré Nicole Sulu.

### **3. SITUATION POLITIQUE**

## **Crise sécuritaire dans l'Est de la RDC : la Belgique doit soutenir la RDC, recommande André Flahaut**

**André Flahaut, ministre d'Etat belge et ancien président du Parlement fédéral pense que la Belgique doit soutenir la RDC dans toutes ses difficultés, où qu'elles se présentent. Cela notamment par une diplomatie agissante pour ramener les protagonistes de cette crise sécuritaire autour d'une table plutôt que de laisser parler les armes.** Il a fait cette déclaration en marge du Rebranding Africa Forum qui s'est clôturé le samedi 22 octobre à Bruxelles. *« Il faut effectivement que l'on puisse soutenir la République Démocratique du Congo dans toutes les difficultés où que ça se présente. Et il faut que diplomatiquement parlant que l'on soit un élément pour amener les protagonistes à se mettre autour des tables plutôt que de laisser parler les armes. Il y a absolument des responsables politiques et certainement pas au niveau du Congo qui ont envie que des guerres se prolongent, parce que les guerres ce sont les populations qui en souffrent et les populations les plus faibles »*, a expliqué André Flahaut.

## **Agression dans l'Est : Des sénateurs américains exigent une mise à jour sur l'application des sanctions américaines contre le M23**

**Dans une correspondance adressée conjointement à Antony Blinken et Janet Yallen, respectivement secrétaire d'État au Département d'État et Secrétaire au Département du Trésor des USA, des sénateurs américains ont exprimé leurs inquiétudes sur la situation sécuritaire dans la partie orientale de la RDC, avec l'exhumation du groupe terroriste du M23.** Dans cette correspondance datée du 20 octobre courant, ces sénateurs rappellent que c'est depuis fin 2021 que le M23 a lancé des attaques de plus en plus « sophistiquées et meurtrières » contre le gouvernement congolais, la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) et des civils. Ces sénateurs qui appuient leur inquiétude par des rapports crédibles d'organisations de défense des droits de l'homme établies qui indiquent que le M23 dispose d'un approvisionnement régulier en armes et munitions modernes qui permet à ses membres de frapper régulièrement des cibles sur de longues distances et d'exécuter des tirs de précision contre des avions, estiment que le M23 bénéficie d'un soutien direct parrainé par un État. A cet effet, ils ont plaidé pour l'actualisation de l'application des sanctions américaines contre le M23. Compte tenu des années et du degré de souffrance humaine dans l'est du Congo, nous demandons une mise à jour sur l'application en cours des sanctions américaines contre le M23, comme l'exige la loi publique 112-239 », peut-on lire dans cette correspondance parvenue à POLITICO.CD

## Plusieurs indiens sont impliqués dans la criminalité financière en RDC (INTERPOL)

---

**De nombreux Indiens impliqués dans la criminalité financière en République démocratique du Congo (RDC) ont été indexés par INTERPOL, a révélé vendredi à l'ACP, Jean Baelongandi, Chef adjoint de la PNC en charge de la Police judiciaire, en marge de la 90ème assemblée générale de cette organisation à New Delhi.**

« La délégation de la RDC a obtenu de l'Interpol l'indexation des personnes indiennes soupçonnées dans la criminalité financière au pays, par la communication de leurs identités à ses services attitrés », a déclaré le commissaire général adjoint, qui a refusé de donner des détails sur les crimes commis par ces Indiens, l'instruction étant secrète. « Une séance de travail a, par ailleurs, été tenue avec l'inspecteur général des finances, Jules Alingete, et le directeur de l'Interpol chargé de l'unité anti-corruption et lutte contre la criminalité financière, sur l'assistance de cette organisation internationale à la RDC, pour la recherche des criminels financiers », a affirmé Jean Baelongandi.

## Processus électoral : La CENI lance la campagne de sensibilisation à l'identification et l'enrôlement des électeurs

---

**La Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) a lancé, ce vendredi 21 octobre 2022, à partir de Kinshasa, la campagne de sensibilisation à l'identification et l'enrôlement des électeurs en vue des prochaines élections. Dans son mot, le deuxième vice-président de la CENI a épinglé l'objectif de cette opération qui consiste à mobiliser les citoyens congolais en vue de doter la CENI d'un fichier électoral actualisé.** « La sensibilisation sur chaque opération électorale est une activité indispensable pour la réussite du processus électoral que tout le monde souhaite inclusif et transparent. À cette étape d'identification et d'enrôlement des électeurs, la sensibilisation est très importante, elle l'est dans la mesure où elle doit conscientiser les citoyens en vue d'intégrer le fichier électoral, lequel doit être le plus inclusif possible », a déclaré Didi Manara. Pour sa part, le président de la Centrale électorale a précisé que son équipe est en train de travailler pour accomplir sa mission d'organiser les élections libres et transparentes.

### 4. SECURITE

## **Kasai : La société civile appelle le Conseil provincial de sécurité à définir urgemment des stratégies pour éradiquer l'insécurité**

---

**Les réactions des organisations de la société civile, toutes tendances confondues, fusent de partout au Kasai, pour appeler les autorités membres du Conseil provincial de sécurité à définir urgemment des stratégies en vue de mettre fin à l'insécurité qui bat record dans la ville de Tshikapa.** La dernière en date est celle du Conseil urbain de la jeunesse qui s'indigne de la léthargie dans le chef des autorités provinciales. Ce cadre fédérateur de la jeunesse de Tshikapa regrette le fait de voir les services de sécurité censés protéger la population, être trempés dans les actes de braquage. « Nous appelons les autorités provinciales de prendre urgemment les décisions pour mettre fin à l'insécurité qui bat record sur la ville de Tshikapa. Nous sommes au regret de constater que les services de sécurité censés de nous sécuriser, sont les premiers à se comploter contre nous. Nous appelons le gouverneur à réunir les membres du Conseil provincial de sécurité pour définir des stratégies d'éradication de l'insécurité », a déclaré à Actu30.cd, Obel Kikambo, président urbain de la jeunesse de Tshikapa.

## **Rutshuru : des villages de Jomba se vident de leurs populations à la suite des combats entre FARDC et M23**

---

**Plusieurs villages du groupement Jomba, territoire de Rutshuru (Nord-Kivu) se vident à la suite des accrochages repris, depuis jeudi 20 octobre, entre les FARDC et le M23.** Selon des sources locales, ces personnes sont en train de fuir les échanges des tirs qui se sont poursuivis ce dimanche entre ces belligérants. Selon les sources administratives, plusieurs familles de Ntamugenga et Tarika continuent d'arriver à Rubare, une grande agglomération proche de Rutshuru-centre. Pendant ce temps, les habitants des localités de Kibanda et Rangira affluent vers le chef-lieu du territoire de Rutshuru. Pour leur part, ceux de Tchengerero et Kabindi, se sont réfugiée à Bunagana et nombreux ont même traversé la frontière vers l'Ouganda. Il en est de même des habitants de Bunagana qui vident également cette cité frontalière et qui trouvent aussi refuge en Ouganda.